

PROJETS PEUGEOT ET TOTAL

Les mises au point de Bouchouareb

«Je n'ai jamais dit tant que Peugeot ne répond pas à des conditions, le projet ne sera pas lancé, nous sommes deux partenaires, chacun doit faire ce qu'il faut, le pas nécessaire pour qu'on se retrouve. Les intérêts des uns et des autres doivent être respectés. Je n'ai jamais conditionné d'une manière unilatérale», a déclaré hier à Oran, le ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb, au sujet du projet Peugeot. Dans ce cas, le blocage se trouve à quel niveau ? Le ministre dira que la visite de travail à Oran «est d'une importance telle que ce projet Peugeot devient secondaire».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Durant sa visite du projet de réalisation d'une unité de fabrication de lubrifiants du groupe Total Algérie, le ministre s'est montré ferme et intransigeant quant au retard qu'enregistre ce projet. «Au bout d'une

année, je reviens ici et rien n'est fait, ceci ne peut pas durer pour une raison très simple : pour ne pas faire prendre de risques à d'autres investisseurs, sur ce segment-là, on reste et on n'autorise pas d'autres à investir, on ne peut pas continuer à

se suffire de cette situation. Au moment où je continue à importer des produits faits à l'extérieur. Aujourd'hui, ou on joue le jeu et vous aurez tous les appuis ou bien... Je n'ai pas le temps, la seule chose avec laquelle j'ai un problème, c'est le temps. De grâce, faites vite et lancez la production.»

Tendant de rassurer le ministre que tout sera fait pour terminer le projet au plus vite, le représentant de Total dit comprendre l'impatience du ministre.

Ce dernier lui réplique sans attendre : «Il ne s'agit pas d'impatience, chacun a ses priorités, chacun a ses contraintes, mais à un certain moment, il faut qu'on arrive au

même endroit au même moment, là il se trouve qu'il y a un décalage. Je comprends vos intérêts mais comprenez aussi les miens, je vous le dis de manière très claire, vous devez lancer le projet au plus vite.» Plus tard, le ministre a évoqué à nouveau le cas des projets qui accusent des retards et s'est montré menaçant : «L'Etat a accordé beaucoup de facilités inimaginables pour le foncier industriel, dès lors nous n'avons pas de temps à perdre dans des projets qui n'avancent pas. Un véritable industriel doit savoir gérer son projet et celui qui n'y parvient pas, le wali pourra reprendre la parcelle de terre et l'accorder à celui qui est apte à réaliser le projet et

lancer la production.» Un message on ne peut plus clair à l'intention de Total Algérie.

Durant sa journée de travail et d'inspection très chargée, le ministre a évoqué avec la presse le volet du recrutement. Il estime que tous les projets de son secteur créent de l'emploi et de déclarer : «C'est la première fois depuis 1991, après la réorganisation et la réforme du secteur public, que le secteur économique public crée de l'emploi permanent. Tous les partenariats que nous sommes en train de visiter sont des emplois nouveaux que le secteur ne créait pas depuis longtemps.»

A. B.

APPLICATION DES NOUVEAUX TAUX DE LA TVA

Mode opératoire

Dans une note circulaire diffusée le 12 janvier dernier, la direction de la législation et de la réglementation fiscale a défini les modalités de mise en œuvre des nouveaux taux de la TVA. Compte-rendu.

La note circulaire de la direction de la législation et de la réglementation fiscale du 12 janvier dernier apporte des précisions quant à la date d'entrée en vigueur des nouveaux taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) décrétés dans la loi de finances pour 2017. Des précisions qui clarifient les modalités applicables aux prestations intervenant en 2016 et facturées en 2017. Ainsi, précise la note, pour les opérations de vente, «les nouveaux taux de 19% et de 9% s'appliquent, selon le cas, aux opérations dont la livraison juridique ou matérielle intervient à compter du 1^{er} janvier 2017». Et, si le fait générateur de l'opération de vente, c'est-à-dire la livraison juridique ou matérielle, intervient

avant le 1^{er} janvier, ce sont les anciens taux (17% et 7%) qui s'appliqueront.

Or, les nouveaux taux s'appliquent en ce qui concerne les prestations de service y compris aux opérations dont l'exécution a commencé en 2016. «Le fait générateur pour les prestations de service est constitué par l'encaissement total ou partiel du prix», rappelle-t-on. Et d'expliquer : «Il s'ensuit que les nouveaux taux s'appliquent aux prestations dont l'encaissement intervient à compter du 1^{er} janvier 2017. Sont donc concernées les prestations ayant connu un début d'exécution avant le 1^{er} janvier et ayant donné lieu à l'établissement de factures, alors que l'encaissement n'intervient qu'au-delà de cette date ; et les prestations ayant donné lieu à l'établissement de factures avant le 1^{er} janvier dont leur réalisation ou leur exécution interviendra après cette date». Ainsi, ajoute-t-on, «pour les acomptes (paiement partiel) versés avant le 31 décembre 2016 et dont le solde sera reversé à l'achèvement de la prestation, c'est-à-dire au-delà du premier janvier 2017, il y a lieu d'appli-

quer les taux de 17% ou 7% pour le paiement partiel et les nouveaux taux (19% ou 9%) pour le solde». Ce qui implique, selon les rédacteurs de la note, l'établissement d'une facture récapitulative de la prestation qui fait apparaître la ventilation des taux de TVA entre les acomptes et les soldes. Autre détail, les encaissements totaux ou partiels effectués au-delà du premier trimestre 2017, même lorsqu'il s'agit de prestations exécutées, réalisées et facturées avant le 1^{er} janvier 2017 et dont les contrats ont été achevés (services faits), se verront plutôt appliquer les nouveaux taux de 19% ou 9%.

Il convient, enfin, de souligner que la note prévoit quelques cas particuliers de prestations s'étalant sur les deux exercices 2016 et 2017, lesquelles seront taxées aux anciens taux de 17% ou 7% comme les ventes de l'eau, de l'électricité et du gaz, les travaux immobiliers et autres marchés publics de travaux ou prestation.

L. H.

LES PREMIERS RÉSULTATS SERONT CONNUS DANS SIX MOIS

Les universités s'auto-évaluent

Les établissements de l'enseignement supérieur procéderont dorénavant à leur auto-évaluation. Le coup d'envoi officiel du dispositif d'auto-évaluation des universités a été donné hier par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. L'université sera jugée et notée sur le plan pédagogique, administratif et de la recherche.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – Les universités lancent leurs dispositifs d'auto-évaluation et elles ont six mois pour présenter les premiers bilans. C'est le délai que le ministre de l'Enseignement supérieur a accordé aux commissions de contrôle de qualité pour pouvoir rendre les premiers résultats. Des commissions chapeautées par une

agence nationale indépendante de contrôle de qualité. «Cette agence est indépendante même du département de l'enseignement supérieur qui ne pourra pas interférer dans son travail, et notre seul rôle, c'est de lui faciliter le travail et lui donner une crédibilité pour qu'elle puisse accompagner et aider les universités à s'améliorer en procédant à

une évaluation sur le plan pédagogique, administratif et recherche scientifique», a indiqué Tahar Hadjar qui a donné hier le coup d'envoi de ce dispositif, à partir de l'université Benyoucef Benkhedda, à Alger. Ce dernier a expliqué que l'opération d'auto-évaluation permettra, dans un premier temps, un classement entre les différents établissements de l'enseignement supérieur que compte le pays. En deuxième étape, le dispositif permettra aussi de définir la place de l'université algérienne dans le classement mondial. A partir de là, aussi, chaque université pourra définir et lancer son propre projet d'entreprise.

L'université, recommande le premier responsable du secteur, doit devenir un acteur dans le développement local et national. L'évaluation, a souligné le ministre de l'Enseignement supérieur, se fera sur la base de critères aux standards internationaux. Hadjar a donc appelé les universités à revoir leurs programmes de telle sorte à ce qu'ils répondent aux besoins du terrain. «De nouvelles professions sont en train de voir le jour et l'université doit prendre en considération ce développement et cette évolution à l'exemple de l'Université d'Oran, où la wilaya abrite une usine de montage de voitures et doit donc former des étudiants dans cette spécialité», a souligné l'intervenant. Tahar Hadjar a indiqué que le dispositif de l'auto-évaluation des universités est un projet qui date d'il y a cinq ans. Une période nécessaire, dit-il, pour préparer et installer les commissions d'évaluation dans chaque établissement avec un référentiel national des paramètres d'évaluation. Dans six mois, on devra donc avoir un classement national des universités.

S. A.

Errata

Quelques erreurs de saisie se sont, malencontreusement, glissées dans la première partie de l'étude de Badr' Eddine Mili sur l'opposition politique en Algérie publiée dans notre édition du dimanche 15 janvier. Il fallait lire:

- à la fin de la troisième colonne de la première page: Un parti qui soutenait, avant le déclenchement de la Révolution, que «La Nation algérienne était en formation»...

- au milieu de la première colonne de la deuxième page : Maurice Laban au lieu de Maurice L'aban

- au milieu de la troisième colonne de la deuxième page: Maxime Rodinson au lieu de Maxime Robinson.

Enfin, contrairement à ce qui fut annoncé dans notre édition du samedi 14 janvier, Badr' Eddine Mili interviendra dans les colonnes du Soir d'Algérie, en prévision des élections législatives, non pas deux fois par semaine mais deux fois par mois.

Nos excuses aux lecteurs et à l'auteur et rendez-vous mardi 31 janvier 2017 pour suivre la deuxième partie de l'étude.

EN GRÈVE DEPUIS DEUX MOIS

Les étudiants en pharmacie ne lâchent pas prise

Les étudiants des dix départements de pharmacie à travers le territoire national persistent dans leur mouvement de grève, entamé le 22 novembre dernier. Face à une multitude de problèmes, ils estiment que leur spécialité demeure sans «réelle perspective d'avenir», «sans formation solide» et «sans moyens adéquats».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) – Les étudiants en pharmacie sont apparemment déterminés à poursuivre leur mouvement de protestation. Ni l'«indifférence» des autorités concernées, ni les quelques réponses «non-satisfaisantes» ne les découragent. Même la répression dont ils ont été victimes lors de leur dernier sit-in devant le siège de l'APN à Alger n'a pas eu raison de leur motivation.

En grève depuis le 22 novembre dernier, les étudiants des dix départements de pharmacie à travers le territoire national ont même boycotté les examens du premier trimestre.

Ils dénoncent ainsi un manque flagrant de moyens pour des travaux pratiques, une partie intégrante dans leur formation. «Malgré les demandes incessantes à l'administration, rien n'a été fait. Pis encore, la situation se dégrade d'année en année. L'on se demande où va l'argent public. Qui en profite? Et comment se fait la gestion dans nos universités ?», s'interroge Meriem Imène Boumaza, étudiante et déléguée de la 4^e année au département pharmacie d'Alger.

Les étudiants en pharmacie estiment, en outre, que la réforme entamée en 2011 n'apporte que quelques modifications «très peu convaincantes».

«Entre la fusion de modules très chargés en une seule année au lieu de deux auparavant, et une année d'internat supplémentaire, il reste encore beaucoup de choses à perfectionner sur le plan de la formation des futurs docteurs en pharmacie», ajoute la même déléguée.

Elle relève également le manque de structures d'accueil de jeunes étudiants au sein des industries pharmaceutiques permettant d'assurer une formation dans cette spécialité. D'ailleurs, poursuit-elle, «nous demandons à la tutelle de se pencher sérieusement sur cette réforme afin d'apporter de réelles solutions et de mettre en place des conventions avec les industries pharmaceutiques publiques et privées».

Autre problème évoqué : l'accès aux postes de résidanat. «Les postes de résidanat biologiques sont attribués en grande partie à d'autres filières et ce, sans aucune raison valable, alors que le pharmacien est le mieux formé dans ce domaine», explique-t-elle.

S'agissant du monde du travail, Meriem Imène Boumaza déplore que le secteur public ne recrute que très peu de pharmaciens. «Les nombreux postes aux hôpitaux et autres structures sanitaires sont souvent occupés par des non pharmaciens», dit-elle, avant de souligner que même la pharmacie d'officine n'a pas été épargnée. Pour elle, l'absence de pharmaciens dans les officines est une «réelle catastrophe» pour la sécurité des patients. «Il devrait y avoir l'obligation de la présence d'un pharmacien-assistant pour superviser les vendeurs et prodiguer des conseils. Aujourd'hui, l'exercice de la pharmacie officinale est bien loin de ce qu'il devrait être. Un état des lieux et une réelle volonté de changement doivent être entrepris par le ministère concerné.»

Elle rappelle, par ailleurs, le titre de docteur en pharmacie qui devrait être suivi par le passage à l'échelle 16 au sein de la Fonction publique. Promesse, dit-elle, accordée en 2011 et qui tarde à être appliquée.

Ry. N.